

CGT, FO, SUD, CFTC, et les médecins, CMH, INPH et CHG appellent à une journée nationale de grève et d'action le 22 janvier 2004. L'objectif est d'obtenir le retrait du plan hôpital 2007, l'ouverture de réelles négociations sur la question des emplois, des effectifs et des moyens financiers.

Le 22 janvier, on se refait la santé !



Le système de Santé français est en péril et, Mr Mattéi, loin d'en prendre la mesure, entend lui faire avaler une potion ultra-libérale : le plan hôpital 2007. La méthode du Gouvernement consiste à faire cautionner ce plan de démantèlement du service public de santé par les organisations syndicales (privatisation de l'investissement, accélération des restructurations, "fusions" public/privé...) en les convoquant régulièrement à de simples réunions de discussions ! Pour Sud, aucune hésitation : ce plan doit être retiré.

fixées dans la limite de l'enveloppe ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie). En clair, même s'il y a une hausse importante d'activité, il n'y aura pas de créations d'emplois. D'autres outils réglementaires sont mis en place comme les groupements de coopération sanitaire. Ces groupements seront les nouveaux employeurs des personnels, qu'ils soient du privé ou du public et faciliteront à terme la casse des conventions collectives et du statut de la fonction publique hospitalière (comme hier à la Poste ou aux Télécom).

SOS hôpital public

Faute de mesures immédiates, des pans entiers du système hospitalier risquent de s'effondrer. Loin de tirer les leçons des crises sanitaires (canicule hier, bronchiolite et gastro-entérite aujourd'hui), le Gouvernement s'obstine à vouloir imposer sa réforme et continue de faire l'impasse sur la mise en oeuvre urgente d'un plan emploi-formation, sur la nécessaire reconnaissance des professionnels de santé par la revalorisation des salaires, et enfin sur l'attribution de moyens financiers supplémentaires. Toutes ces mesures sont pourtant indispensables aux établissements de santé pour leur permettre d'assurer leurs missions dignement et en toute sécurité.

La course aux profits

Le plan hôpital 2007, à travers ses différents volets, va générer une vraie course aux recettes et une concurrence d'activité entre les établissements publics et privés. Les crédits étant attribués en fonction du volume d'activité (T2A), cela va se traduire par une réduction des durées de séjour (et donc de l'augmentation des risques de rechutes comme cela a été constaté aux USA), par une sélection des spécialités et des patients. Les charges de personnels continueront, quant à elles, d'être

Du Service public à la privatisation

Hôpital 2007 va renforcer les tendances déjà visibles aujourd'hui. Le secteur privé lucratif va s'attribuer les actes les plus lucratifs laissant au secteur public les pathologies coûteuses et dévalorisées et les patients les plus lourds. Les petits établissements de proximité, moins rentables, subiront le même sort que les petites entreprises face aux géants de l'industrie ; au sein même des établissements, les services peu compétitifs vont disparaître.

Public, Privé, tous mobilisés

Nous réaffirmons que la santé ne peut pas être soumise aux lois du Marché et de la concurrence et qu'il s'agit d'un droit fondamental dont la perte constituerait un recul social majeur. A travers cette contre-réforme du système de santé public, c'est aussi la transformation radicale des missions de tous les professionnels de la santé qui est visée. Les personnels sont désormais incités à produire du soin, à des patients devenus simples consommateurs, y compris en instituant des "primes d'intéressement aux résultats". Inacceptable !

Le 22 janvier, dans toutes les régions une mobilisation large et unitaire sera indispensable pour imposer d'autres choix.